

## POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

### **Projet de loi 44:**

### **Le gouvernement n'est pas à la hauteur de l'urgence climatique, dénoncent la Planète s'invite au Parlement, Greenpeace et Nature Québec**

**Québec, le 5 février 2020** – Alors que l'étude en commission parlementaire du projet de loi n° 44 (PL 44) se conclut aujourd'hui, la Planète s'invite au Parlement (LPSP), Nature Québec et Greenpeace ont profité de leur passage à l'Assemblée nationale pour dénoncer l'absence de cohérence, de transparence et de pragmatisme du gouvernement Legault face à l'urgence climatique.

Le gouvernement n'est pas à la hauteur de l'urgence climatique parce que son PL 44 ne tient pas compte de la science et il est loin d'être assez ambitieux. « Nous avons besoin d'opérer des transformations structurelles dans l'ensemble la société pour nous donner les moyens de relever les défis auxquels nous faisons déjà face. Non seulement le Québec est en voie de rater ses cibles de réduction de GES, mais rien dans PL 44 ne nous garantit que le Québec sera en mesure de redresser la barre. En fait, ces cibles sont largement insuffisantes et ne répondent pas aux exigences de la science », **explique Alice-Anne Simard de Nature Québec.**

Les recommandations faites par les organismes en commission parlementaire incluent notamment **la révision des cibles de réduction des émissions de GES pour respecter les exigences du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), l'enchâssement de ces cibles dans une loi climat comportant un mécanisme de révision quinquennal, un budget carbone et des mécanismes de reddition de compte assurant l'atteinte des cibles. Les organismes demandent également que Transition énergétique Québec (TEQ) reste une société d'État indépendante et qu'elle soit responsable de la décarbonisation de la société québécoise et ne soit pas intégrée à un ministère. Les organismes exigent également que toutes les décisions existantes et prévues issues des différents ministères et organismes soient soumises à un test climat.**

Les organismes rappellent que l'Assemblée nationale du Québec a reconnu l'urgence climatique en septembre dernier, deux jours avant le 27 septembre, la journée de mobilisation pour le climat qui a regroupé des centaines de milliers de personnes à travers le Québec.

« Après avoir reconnu qu'il y a urgence climatique, le gouvernement doit proposer une véritable loi climat qui assurerait le respect de cibles de réduction des GES et un budget carbone basé sur la science. Il doit hausser son niveau d'ambition, faire preuve de courage, de vision et de cohérence en adoptant des mesures pour réduire drastiquement la consommation et en laissant

tomber des projets polluants comme GNL Québec et le 3e lien », **affirme Patrick Bonin de Greenpeace.**

Les organismes considèrent que le gouvernement ne reconnaît pas l'ampleur de la crise ni l'importance d'agir immédiatement pour assurer la réussite de la transition énergétique et éviter une augmentation massive des événements météorologiques extrêmes comme les feux de forêt, les canicules meurtrières, les inondations et les tempêtes qui menacent déjà le Québec et la planète. **Les organismes exigent que le gouvernement mette en place les mécanismes qui permettront de changer tous les aspects de la société de manière rapide, radicale et équitable.** « L'heure est grave et l'urgence est réelle, peu importe ce qu'en pense le gouvernement. Contrairement à ce que croit le Premier ministre, la croissance économique ne fera qu'accélérer la crise. Si nous voulons être pragmatiques, c'est maintenant que nous devons agir. Nous continuerons d'augmenter les moyens de pression tant et aussi longtemps que le gouvernement se montrera déraisonnable et irresponsable et que l'avenir de nos enfants et la sécurité des Québécois et des Québécoises ne seront pas sa priorité », **explique François Geoffroy de La Planète s'invite au Parlement.**

Les trois organisations ont également dénoncé le manque d'ouverture et de transparence de la part du gouvernement. Par exemple, le gouvernement a refusé d'inviter Greenpeace en commission parlementaire. L'organisme international n'aurait pas pu participer si Nature Québec n'avait pas offert de partager son temps de présentation. De plus, les groupes déplorent qu'aucun document n'a été rendu public suite aux consultations sur les changements climatiques qu'a tenues le gouvernement cet automne.

-30-

**Mémoire Nature Québec et Greenpeace:** <https://naturequebec.org/wp-content/uploads/2020/02/Me%CC%81moire-de-Nature-Que%CC%81bec-et-de-Greenpeace-sur-le-projet-de-loi-44.pdf>

**Mémoire La Planète s'invite au Parlement:**  
<https://drive.google.com/file/d/1ZqFhDSEvTNvdlxygHGJGw-QYaA2u3x29/view?usp=sharing>

**Pour plus d'informations, veuillez contacter:**

Loujain Kurdi, Conseillère aux communications, Greenpeace Canada, [loujain.kurdi@greenpeace.org](mailto:loujain.kurdi@greenpeace.org), 514-577-6657

**Pour contacter LPSP,** vous pouvez rejoindre M François Geoffroy au 514 276-7932.